



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

### Situation à Gaza

Question au Gouvernement n° 674

#### Texte de la question

#### SITUATION À GAZA

**Mme la présidente** . La parole est à M. Jean-Paul Lecoq.

**M. Jean-Paul Lecoq** . À Gaza, les jours se suivent et le cauchemar de la population civile, des humanitaires et des otages ne fait que s'intensifier. Les souffrances sciemment infligées au peuple palestinien, les bombardements des hôpitaux et des écoles et la famine utilisée comme arme de guerre sont désormais dénoncés par de plus en plus de voix, des rues de Jérusalem jusqu'aux marches du palais des festivals de Cannes, pour faire cesser le génocide en cours. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et LFI-NFP.*)

« Refusons les propagandes qui colonisent sans arrêt nos imaginaires et nous font perdre le sens de nos humanités », disent les personnalités du monde du cinéma dans une tribune.

Les condamnations de la France et des dirigeants européens ne peuvent suffire à faire face à la catastrophe humanitaire, à la gravité des crimes commis par l'État israélien.

Un État poursuivi pour génocide et dont le premier ministre est sous le coup d'un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité.

Un gouvernement qui n'hésite pas à menacer d'annexer les colonies de Cisjordanie si la France venait à reconnaître l'État palestinien.

Et puis quoi encore ? Va-t-il ensuite nous dire que reconnaître l'État de Palestine est un acte antisémite ? Assez d'intimidations ! Assez de menaces ! Assez de morts ! (*Mêmes mouvements.*)

Cette reconnaissance, accompagnée d'une décolonisation, constitue l'un des chemins diplomatiques que nous devons nécessairement emprunter pour aboutir à une solution à deux États. Aujourd'hui, l'urgence est cependant à l'action : seules des sanctions politiques et économiques fortes pourront mettre fin à la souffrance de dizaines de milliers d'innocents.

Pour faire cesser le génocide en cours du peuple palestinien, il est temps que la France déploie au plus haut niveau la même énergie diplomatique que celle déployée pour tenter d'obtenir la paix en Ukraine.

La France va-t-elle enfin prendre des mesures concrètes, fermes et immédiates pour empêcher la destruction totale de Gaza et de sa population ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et LFI-NFP ainsi que sur quelques bancs des groupes SOC et EcoS. - Certains députés du groupe LFI-NFP se lèvent.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

**M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères** . Le cauchemar s'aggrave à Gaza. Gaza est affamée, Gaza est assoiffée. La situation est inhumaine et doit cesser.

Certes, le Hamas doit libérer ses otages, doit être désarmé et doit être exclu de toute forme de gouvernance de la bande de Gaza, mais la force brutale que le gouvernement de M. Netanyahu continue de promettre n'a, en aucune manière, obtenu ces résultats.

La force brutale doit justement céder sa place à la diplomatie et à la négociation pour obtenir un cessez-le-feu, l'entrée sans entraves de l'aide humanitaire dont les civils de Gaza ont tant besoin et la libération de tous les otages encore détenus dans les tunnels du Hamas.

Nous avons déjà évoqué ce que l'Europe peut faire. Nous nous sommes fermement opposés à toute forme de colonisation de la Cisjordanie et de Gaza, en prenant des sanctions au niveau national comme au niveau européen.

Les Pays-Bas ont souhaité interroger la Commission européenne sur le respect par le gouvernement israélien de l'article 2 de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël. J'ai dit que cette demande était légitime et j'ai invité à la Commission à l'instruire.

S'agissant de la reconnaissance de l'État de Palestine, personne ne dictera sa position à la France. La France l'accordera,...

**Mme Mathilde Feld** . Mais quand ?

**M. Jean-Noël Barrot, ministre** . ...car la France croit en une solution politique durable pour la région. Il y va de la sécurité de l'État d'Israël et de celle des Palestiniens. Nous souhaitons rallier le plus grand nombre de pays prêts à reconnaître l'État de Palestine...

**Mme Mathilde Feld** . Quand ?

**M. Raphaël Arnault** . On les connaît déjà, ces pays !

**M. Jean-Noël Barrot, ministre** . ...ou qui pourraient normaliser leurs relations avec Israël pour que cette décision, qui appartient à la France, rende possible l'existence même d'un État de Palestine.

## Données clés

**Auteur** : [M. Jean-Paul Lecoq](#)

**Circonscription** : Seine-Maritime (8<sup>e</sup> circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 674

**Rubrique** : Politique extérieure

**Ministère interrogé** : Europe et affaires étrangères

**Ministère attributaire** : Europe et affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 14 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 mai 2025